



Pourquoi s'accrocher à la « zerda » du bac ?

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 26 juin 2018

[Le Soir d'Algerie](#) 5 juillet 2022

Thème: [Histoire, société et culture](#)

«Quand les juifs s'installent dans une ville, la première chose qu'ils font, ce n'est pas de construire une synagogue, mais une école.»

*«L'internet est le nouveau baril de pétrole»
(Bill Gates)*

Les sujets de la première épreuve du baccalauréat 2018, pour la filière «sciences appliquées», ainsi que «philosophie et littérature arabe», ont été diffusés sur internet. Il était possible pour les lycéens algériens de consulter les questions en avant-première en se rendant sur Facebook, à peine 10 minutes après la remise en marche du réseau. La ministre de l'Education nationale a affirmé mercredi à Tébessa que «des sanctions seront prises» C'est un aveu d'échec que de sanctionner des enseignants. Je vais décrire, avec amertume, la longue déchéance du système éducatif malgré les efforts importants, du point de vue quantitatif, faits par les responsables des secteurs pour «accommoder tout le monde» au vu des instructions des gouvernants : «Faites que les rentrées se passent bien, pas de vagues !» Il en est ainsi du bac, ce qui compte est que le rituel se déroule bien. Personne ne parle du contenu du programme de terminale effectivement réalisé. Ils ne parlent que du contenant, jamais du contenu, à savoir la performance réelle du système éducatif évaluée par rapport aux normes internationales.(1)

La réalité de la valeur du bac et des fuites récurrentes

Que l'on en juge : 9 millions d'élèves, 1,6 million d'étudiants, 500 000 élèves dans le système de la formation professionnelle. Avec naturellement d'autres chiffres qui fâchent : 400 000 échecs au bac, taux de réussite de 45%, malgré la gabegie de deux sessions (dont une pour 2 000 retardataires !), 400 000 recalés auxquels s'ajoutent 250 000 qui abandonnent chaque année. Pour quel résultat ? Nos étudiants de par le bachotage ne sont pas structurés, ils ont des difficultés avec la rationalité, ils n'ont globalement aucune notion de ce que nous appelons les humanités ! De plus, ils ne maîtrisent, de ce fait, pas l'arabe, et encore moins le français ou l'anglais. Par ailleurs, les disciplines scientifiques ont régressé dangereusement, qualitativement et quantitativement. Il y a eu même disparition des lycées techniques avec aussi la disparition inexorable des bacs maths.

Les disciplines de sciences humaines ne sont pas mieux loties. Nous avons alors de parfaits robots qui font usage de toutes les combines pour arriver, notamment les copier-coller, la triche, à tous les étages dont les résultats éclatent au grand jour lors de la zerda du bac !

D'une façon insidieuse et lente, l'irrationalité gagne le système éducatif et graduellement nous abdiquons les savoirs des sciences exactes au profit de l'approximation, voire d'un

certain fatalisme. La descente aux enfers nous est donnée par le triste spectacle mis en scène par une chaîne de télévision qui présente un «savant» qui aurait inventé un médicament-miracle contre le diabète. Le médicament Rahmet Rabi. Un annonceur dangereux de l'irrationalité qui fait que nous avons encore une société influençable et qui a abdiqué la rationalité. On associe Dieu à une «invention» humaine pour mieux tromper des malades vulnérables.

A l'échelle internationale, nous ne faisons pas illusion. En 2011, l'OCDE a classé Israël pays au niveau d'éducation le plus élevé au monde après le Canada. De plus, le classement Pisa 2016 doit son acronyme à «Program for International Student Assessment», soit «Programme international pour le suivi des acquis des élèves». Il est sans appel : dans les onze premières places, on trouve 4 pays «chinois». Les 9 premiers sur les onze sont asiatiques. C'est certainement un signe que ces pays misent sur le savoir. Le Vietnam, un pays qui a connu la colonisation française, la guerre avec la France et aussi une autre horrible guerre avec les Etats-Unis, est classé 9e bien avant les Etats-Unis et la France (26). Nous sommes avant-dernier dans ce classement.

La plus grande faute des gouvernants, outre l'idéologie mortifère qui imprègne l'école, c'est l'abandon de la rationalité, notamment à travers les disciplines baccalauréat mathématiques et mathématiques techniques (moins de 5% contre au moins 25% dans les pays évolués, comme en Allemagne (35%) ou en Iran (30%). Par ailleurs, on annonce chaque année des centaines de milliers de diplômés. Mais que valent-ils ? Avons-nous entendu un Premier ministre, un ministre, un responsable politique parler de l'acte pédagogique, de publications scientifiques, de brevets internationaux ? Non ! C'est tout cela, en fait, le malheur du système éducatif, il n'a jamais été une préoccupation des gouvernants, plus préoccupés de paix sociale que de stratégie pour la quête du savoir universel.

Le chemin parcouru : état des lieux

Avant d'entrer dans le vif du sujet, mesurons honnêtement le chemin parcouru du point de vue quantitatif. 1962 : 600 000 élèves, une centaine d'établissements scolaires, dont 6 lycées, 500 étudiants avec une seule université. Moins d'un millier de diplômés en 132 ans «d'œuvre positive de la colonisation». L'Algérie basculait dans une sphère moyen-orientale en perdant sa spécificité et ses fondamentaux sur le plan culturel, mais aussi culturel. Cependant, on ne peut pas avoir une école performante avec un coût de revient de formation élève dix fois moindre qu'en Europe ou aux Etats-Unis ! Se pose aussi le problème de la massification inappropriée. On en est encore aux chiffres. Un proverbe du terroir profond nous apprend que «*kamcha nhalle khir man chouari dhabban*», «une poignée d'abeilles est préférable à des sacs de mouches». Il est vrai que l'aspect financier est laminé par une démographie incontrôlable — sujet tabou qu'il faut cependant aborder pour le bien de ce pays. Dire que l'Algérie ne doit pas faire dans la fuite en avant est actuellement subversif. Nous avons plus d'étudiants candidats au bac que la France, presque deux fois plus peuplée ! A l'indépendance, nous avions 8 millions d'habitants ; nous en sommes à 40 millions, soit une multiplication par 5.

Un pays comme la Corée du Sud (25 millions en 1962, 52 millions en 2017) avait le même PIB que l'Algérie en 1962, il est actuellement 10 fois plus important. Il est impossible de continuer à former des candidats à l'échec social avec des bacs et des diplômes qui représentent peu de choses sur l'échelle de la connaissance. Les enseignants censés être les référents pour les élèves s'avèrent être des mercenaires des heures supplémentaires.

Pis encore, même l'administration du ministère a raison de ne plus leur faire confiance. Il en est ainsi de l'obligation faite aux élèves de ne pas utiliser leurs portables pendant les épreuves du bac.

Or, rien ne peut se faire sans éthique. Il faut réhabiliter l'éthique, en séparant le bon grain de l'ivraie, les besogneux des tricheurs, coupables doublement de compromettre l'avenir des générations futures. Il est curieux de constater que la majorité des grèves ont des motifs matériels, aucun syndicat n'est venu apporter sa contribution à l'amélioration de l'acte pédagogique. Certes, on ne peut pas nier le sort funeste fait aux enseignants dans la hiérarchie sociale quand un footballeur gagne en un an ce que gagne un enseignant en une carrière ; il y a quelque chose de détraqué dans l'échelle des valeurs. L'école ne fait plus rêver et certains parents cherchent des stratégies pour assurer le futur de leurs enfants en cherchant la meilleure école de foot...

Pour sa part, l'enseignement supérieur est devenu la caisse de résonance des luttes sociales et idéologiques. Il s'avère que l'université a perdu son magistère moral. On l'aura compris, l'administration des universités et des écoles est à des années-lumière d'une gestion objective des moyens puisqu'elle se permet, du fait de l'impunité, d'interférer dans les jurys d'examens, de concours. Les chefs — des paléo-enseignants — se constituent une satrapie de sujets dociles, malgré les rappels à l'ordre, les enseignants sont les parents pauvres de l'acte pédagogique

Enfin, last but not least, notre gabegie a atteint le fond quand l'ambassade de France organise, le 29 octobre 2017, la veille du premier novembre, à Alger, dans une de ses annexes, un test de français pour plus d'un millier de jeunes candidats à des formations en France.

Pour nos jeunes sans boussole, c'est le sauve-qui-peut, car la Révolution fut une aventure humaine dont l'aura au firmament a été galvaudée. On notera au passage que les jeunes ne se bousculent pas pour aller dans les pays arabes pour apprendre les dernières connaissances et éventuellement trouver un emploi, si ce n'est vers les institutions intégristes d'Arabie Saoudite ou du Qatar qui offrent des bourses dans le cadre d'un djihad global moyenâgeux.

Que faire ?

Malgré ce tableau sombre, il y a cependant des motifs de fierté lorsqu'on apprend que les Algériens, après avoir boudé les Olympiades de mathématiques parce que chaque fois derniers, après avoir été bien placés avant, ont fait un retour remarquable, en 2015, en Thaïlande, et en juillet 2017, avec une médaille de bronze au Brésil. De même, des chercheurs algériens ont réussi à fabriquer trois satellites qui ont été lancés par un lanceur spatial indien, dans l'anonymat le plus strict, à la fois des médias et des pouvoirs publics. Dans le même ordre, les élèves de l'Ecole polytechnique d'Alger, membres de l'équipe Playbot, ont créé la surprise en décrochant la seconde place de la compétition internationale Eurobot 2018 qui s'est déroulée à Paris. Un grand exploit pour ces élèves ingénieurs qui se sont classés deuxièmes dans un groupe de 35 équipes compétitrices pour le titre, notamment celles d'Allemagne, du Japon et de Chine.

Ce qui se passe ailleurs

Notre système éducatif devra être la priorité des priorités, comme c'est le cas partout dans le monde. Quel type d'université nous voulons en termes d'apport réel à la société, en

termes d'éducation ? Quels sont les métiers porteurs ? Comme lu dans la revue Huffington, quelques prédictions qui sont à la fois des avancées majeures mais aussi qui remettent dans une certaine mesure les acquis qui doublent pratiquement tous les ans : «Ces dix prochaines années, nous passerons progressivement de l'internet au "cerveau-net". Pour Ray Kurzweil, inventeur, pionnier de l'informatique, en 2025, internet reliera les objets et les individus dans tous les pays, toutes les communautés et toutes les entreprises. Chacun pourra disposer de l'ensemble des connaissances mondiales. Ce changement permettra un meilleur accès en temps réel à l'éducation, à la santé, à l'emploi, au divertissement ou au commerce. L'Intelligence artificielle (IA) deviendra aussi intelligente puis plus intelligente que nous (...) Les robots chirurgiens opèreront à distance, vous soigneront par téléphone.»(2)

C'est dire si nous devons revoir fondamentalement la façon d'apprendre aux enfants et aux étudiants. La connaissance est disponible, le rôle de l'enseignant va fondamentalement changer. L'université traditionnelle, «l'université de papa», a vécu. L'université du nouveau siècle est une entreprise du savoir où seuls les plus compétents, quelles que soient leurs origines, réussiront et seront rétribués à la juste mesure de leurs efforts». Un Etat-stratège doit «donner leur chance à toutes et à tous», mais il est évident que chacun s'arrêtera là où ses capacités peuvent le faire aboutir.

Aucun pays au monde ne peut avancer technologiquement s'il ne forme pas d'ingénieurs et de techniciens. A titre d'exemple, dans le domaine du développement humain durable, c'est à l'école que l'on formera l'éco-citoyen de demain. Place à la compétence qui nous permettra de former des Algériens qui tiennent à leurs identités et à leurs espérances sans en faire un fonds de commerce et qui s'engagent dans la conquête de la science. Ce n'est ni un baril erratique, ni des satisfécits mal placés, ni le mythe de l'Algérie pays des miracles, qui nous sortiront de l'ornière. Il n'y a que le travail bien fait, l'endurance, et la résilience et, par-dessus tout, la science qui nous donneront une visibilité à l'échelle du monde.

Ce que je crois possible pour notre système éducatif

L'école ne fait plus rêver, elle ne joue plus son rôle d'ascenseur social puisque les voies dérivées sont autrement plus prometteuses que celle du savoir patiemment acquis ! Nous devons la réhabiliter. L'école algérienne est à la croisée des chemins. Notre système éducatif devra être la priorité des priorités. Comment substituer à l'école de l'échec de la contrainte celle d'une école de l'enthousiasme de l'élève qui va d'étonnement en étonnement par l'acceptation de la connaissance ?

L'économie de la connaissance est désormais la ligne de clivage entre les peuples qui auront un futur et ceux qui disparaîtront en tant que nations. La Corée du Sud, dont l'économie croît exponentiellement depuis les années 1950, sans quasiment aucune réserve de matière première, a expérimenté un ministère de l'Economie de la Connaissance. La connaissance mondiale double environ tous les 9 ans, un chiffre hallucinant qui signifie qu'en moins d'une décennie, l'humanité produit plus de connaissances nouvelles que dans les sept mille dernières années de son histoire. Car si la connaissance est le nouveau pétrole, le *Knowledge Flow* est le nouveau *Cash Flow*. L'économie de la connaissance est une révolution. «Quand on partage un bien matériel on le divise ; quand on partage un bien immatériel on le multiplie.»(3)

Steve Jobs déclarait que l'ordinateur était une bicyclette pour l'esprit. Par cela il voulait dire que l'homme avait inventé un outil lui permettant de faire beaucoup plus qu'il ne pouvait

faire naturellement, et ce, de manière bien plus efficace que les oiseaux d'un point de vue énergétique. Il concluait : «La principale différence entre les humains et les animaux est que les humains fabriquent des outils pour faire plus avec moins d'énergie. L'Intelligence artificielle, c'est la même chose. Elle va permettre aux humains de faire plus, avec moins d'énergie. Autrement dit, l'IA est profondément subversive. Au lieu d'être une grande soustraction, l'IA est peut-être au contraire la grande addition ultime qui va mettre fin à l'inégalité résultant de la formation.»(4)

Plaidoyer pour un diplôme de fin d'études secondaires qui remplace le bac

Il y a eu 750 000 candidats au bac, autant que l'Iran plus que la France, deux fois plus peuplés. Que valent ces bacheliers ? Dans l'impossibilité de mettre fin d'une façon brutale au format actuel du bac, il est important de d'annoncer que la situation actuelle ne peut pas durer. Pourquoi continue-t-on le rituel du bac qui n'a plus la même valeur symbolique de l'entrée à l'université pour faire ce que l'on souhaite faire. On a fait de l'examen du baccalauréat un concours : l'élève se trouve en compétition avec d'autres élèves pour aller dans une filière verrouillée par quota. Ce qui explique le ventre mou des candidats libres qui veulent améliorer leur score !

Pourquoi alors mobiliser tout le pays pour faire passer un examen à un million de personnes avec toutes les possibilités incontrôlables de triche, qui est devenue un sport national, alors qu'un contrôle continu de l'année terminale ou, à la limite, un bac blanc interne au lycée suffirait ? Pourquoi bloquer inutilement le pays avec chaque année des performances de la tentative vaine d'empêcher les tricheurs et leurs enseignants - pas tous heureusement — de tricher ? N'y a t-il pas là un problème d'éducation à la base sur le respect du travail de chacun et de la nécessité d'aller avec ses propres moyens ? On ne peut pas mettre un policier derrière chaque candidat ! Il me semble que cette année est une année charnière Il faut changer de fusil d'épaule. Le bac outre son inutilité dans les faits deviendra ingérable.

Les parents souhaitent naturellement que leurs enfants décrochent le sésame du bac fruit de l'héritage napoléonien vieux de plus de deux siècles. Le bac correspond au niveau international de fin d'études secondaires. Mais faut-il pour autant bloquer le pays pour un résultat discutable ? D'autant qu'il ne correspond plus à la réalité de l'économie de la connaissance.

«Aujourd'hui, en France, entre 85% et 90% des élèves qui présentent un bac général l'obtiennent. Là se pose vraiment la question de l'utilité de cet examen. D'une part, quand on est à plus de 80% de réussite, le contrôle continu pourrait donner la même chose. Et quand on observe que l'enseignement supérieur ne s'intéresse pas aux résultats de cet examen, on voit que ce n'est même plus vraiment considéré comme le premier grade de l'enseignement supérieur. C'est donc le système lui-même qui remet en cause l'intérêt du bac tel qu'on le conçoit aujourd'hui.»(4)

Ainsi le bac sera réformé en France d'ici 2021, il devrait prendre une nouvelle forme à l'initiative du ministre de l'Education. De nombreux acteurs du milieu éducatif ont proposé une réforme qui ne comporterait que quatre filières auxquelles s'ajouterait un grand oral. Le contrôle continu compterait pour 40 % de la note finale. C'est le premier pas vers la diminution du poids du bac. D'autant que les candidats ajournés reçoivent un certificat de fin d'études secondaires attestant leur niveau. Chez nous l'administration de l'éducation pense qu'il n'y a rien à réformer : «Circulez, il n'y a rien à voir !»

Pourtant, de par le monde, le baccalauréat que nous avons hérité de Napoléon est supprimé partout. En Allemagne, le *Bachelor's Degree* a été introduit en 1998. En Belgique, il est remplacé par *l'examen de maturité*. En Espagne, le *bachillerato* sanctionne la fin des études secondaires. Pour entrer à l'université, il faut passer un examen appelé «*Selectividad*» qui porte sur les matières de la discipline. Dans les pays anglo-saxons ou au Québec, le baccalauréat (en anglais *baccalaureate* ou *bachelor's degree*) est le grade sanctionnant le premier cycle universitaire. Au Japon, il n'y a pas d'examen du bac puisqu'il n'y a aucun test qui sanctionne les études secondaires.

Chez nous, le baccalauréat peut et doit être remplacé par un diplôme de fin d'études secondaires qui permettrait de postuler à concourir pour une place à l'université. Cela se fera sur trois ans pour ceux qui entreraient au secondaire dans trois ans. Mais il faut prendre les dispositions dès maintenant. Gain pour le pays : 500 milliards de centimes, année scolaire plus longue, moins de stress. Gabegie atteinte l'année dernière : deux sessions de baccalauréat parce que 2 000 élèves ne se sont pas réveillés à temps ! Encore des centaines de milliards de dinars pour un résultat nul. Faut-il continuer à mobiliser un pays pour un diplôme qui, à l'échelle internationale, ne donne pas accès à l'université ?

Le Diplôme de fin d'études secondaires (DFES) qui remplacerait le bac ne fait que consacrer la situation actuelle d'entrée par concours en utilisant comme critère les notes du bac. On dit que les candidats libres seraient défavorisés, à quoi sert alors l'université de la formation continue dont la seule vocation est justement de donner une seconde chance aux jeunes de revenir aux études universitaires à leur rythme ?

Dans tous les pays du monde une attention particulière est donnée aux mathématiques. Il est de la plus haute importance de recentrer l'éducation, puis l'enseignement, en donnant la priorité aux mathématiques dès le primaire. Pour attirer les jeunes, il est nécessaire de développer un programme spécial pour le repérage des élèves doués à qui il faudrait donner des avantages conséquents, bourses importantes, moyens didactiques, et même un environnement spécifique. Il serait utile de penser à mettre dès à présent un lycée d'élite par wilaya pour arriver à une moyenne de 100 000 candidats de top niveau.

Pour cela les enseignants devraient détecter les petits génies dès la sixième et graduellement les encourager en mettant à leur disposition un lycée spécifique avec toutes les commodités, et surtout en leur affectant les meilleurs enseignants. Cela ne peut se faire que si on est convaincu que c'est une cause nationale qui doit mobiliser tout le système éducatif, notamment le supérieur. Pour cela il y a une nécessité absolue d'une coordination des trois sous-systèmes par la mise en place d'un conseil de coordination dont le premier objectif est de coordonner les formations de l'école jusqu'au supérieur en passant par la formation professionnelle qui ne doit plus être le parent pauvre.

L'Algérie a autant besoin d'ouvriers, de techniciens, de maçons, de plombiers que d'ingénieurs ou de médecins. Des passerelles rigoureuses doivent être mises en place pour évoluer ; un technicien peut devenir ingénieur s'il en a les aptitudes. Par ailleurs, il est indispensable d'entrer dans le siècle du laptop à l'école. Beaucoup de pays, même en développement, ont mis en place des plans de généralisation de centaines de milliers d'ordinateurs avec des coûts très faibles, moins de 50\$. Il serait utile que nos capitaines d'industrie s'investissent aussi dans l'éducation et l'enseignement supérieur. Ce sont autant de défis qui sont à notre portée. Ces ordinateurs pourraient même être fabriqués par des start-up d'universitaires et par des jeunes sortant de la formation professionnelle.

Enfin rien ne peut se faire sans éthique. Une charte de l'éthique bien expliquée aux acteurs de la communauté du système éducatif (enseignants, administratifs, élèves, étudiants) emportera l'adhésion du plus grand nombre. La charte serait l'aboutissement d'une codification d'un vivre-ensemble au sein de la famille de l'éducation. En fait, tout tourne autour de la compétence et de l'abnégation de l'éducateur ; on ne devient pas enseignant par accident, mais par vocation. Dans cette charte, il sera interdit à l'administration au sens large (rectorat, direction d'établissement) de s'immiscer dans la dimension pédagogique qui est du strict ressort des enseignants et des jurys de délibération.

Conclusion

La glorieuse Révolution de Novembre fut en son temps une aventure humaine qui a sa place dans le panthéon universel. Comment faire, alors, émerger de nouveaux révolutionnaires capables d'impulser une nouvelle révolution qui fait son Graal de l'économie de la connaissance ; un autre jihad aussi important qui permettra à l'Algérie de tenir son rang dans un monde de plus en plus chaotique. L'adhésion d'une jeunesse facebookisée ne peut être obtenue que s'il y a une vision globale œcuménique où le projet de société doit nécessairement prendre en compte nos identités plurielles, notre rapport au monde, ainsi que la quête d'une vision globale de société pour faire de la nation algérienne, comme le dit si bien Renan, «un plébiscite de tous les jours».

Je plaide alors pour que l'école soit laissée en dehors des convulsions partisans, identitaires et pseudo-religieuses.

Je plaide pour une école ouverte sur l'universel avec des jeunes fascinés par l'avenir.

Je plaide pour une école qui joue le rôle d'ascenseur social, qui donne sa chance à chacun, pour peu qu'il fasse l'effort de réussite, et qui ne laisse personne sur le bord de la route.

Tournons le dos à cette zerda (grande bouffe) du rituel du bac toujours recommencée et qui convainc plus personne ! L'avenir se construit hic et nunc (ici et maintenant), prenons le dur chemin de la quête du savoir authentique ! Il n'y a pas de fatalité. L'Algérie peut s'en sortir. Les jeunes suivront sans problème quand on leur propose une utopie. Celle d'une Algérie du savoir, du parler vrai, de l'intelligence, de la justice, où chacun sera rétribué à l'aune de sa contribution à la construction du pays. C'est à non point douter un programme de gouvernement, si on veut sortir l'Algérie des temps morts actuels. Amen.

Professeur Chems Eddine Chitour

1° C. E. Chitour <http://www.liberte-algerie.com/contribution/entre-pisa-et-rahmat-rabi-260561>

2° http://www.huffingtonpost.fr/idriss-j-aberkanne/economie-de-la-connaissance_b_5443212.html

3° http://www.huffingtonpost.com/2015/05/12/futurists-next-10-years_n_7241210.html

4°

https://www.lemonde.fr/orientation-scolaire/chat/2012/06/15/le-bac-sert-il-encore-a-quelque-chose_1719395_1473696.html

Article de référence : [Chems Eddine Chitour](#)

<https://www.lesoirdalgerie.com/contribution/pourquoi-saccrocher-a-la-zerda-du-bac-7092> 25.06.2018

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca